



Organisation des Nations Unies

CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU MERCREDI 15 FEVRIER 2017

Félix Prosper Basse : *Mesdames, mesdemoiselles et messieurs, membres de la presse, auditeurs de Radio Okapi, bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies.*

- **Activités de l'Equipe-pays**
- **Situation militaire**

Activités de l'Equipe-pays

CAFI investit 10 millions de dollars dans un système de suivi des forêts en RDC pour lutter contre le changement climatique :

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) va apporter son appui technique à la mise en œuvre du Système National de Surveillance des Forêts (SNSF), élaboré avec le financement de FONAREDD à travers les fonds alloués par l'Initiative des forêts d'Afrique centrale (CAFI), afin de produire des données fiables et de qualité sur les forêts, données indispensables dans la lutte contre le changement climatique causé par la déforestation et la dégradation des forêts.

Le système de surveillance suivra l'évolution de la couverture forestière en République démocratique du Congo (RDC) ainsi que les principaux événements de déforestation afin de produire des informations essentielles pour que le pays puisse répondre aux exigences de conventions internationales telles que la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC).

Les informations sont également cruciales pour la mise en œuvre du mécanisme de Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts (REDD+), qui nécessite des évaluations fiables des stocks de carbone forestier et des changements des stocks de carbone.

Le Ministère de l'Environnement et Développement durable de la RDC, en collaboration avec le programme collaboratif des Nations Unies pour la REDD+, le Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier de la Banque Mondiale (FCPF) et d'autres partenaires sont engagés dans la REDD+ depuis 2009 pour combattre les pratiques non durables y compris l'exploitation forestière illégale.

Le financement du projet provient d'une contribution de 200 millions de dollars du CAFI au fonds national REDD+ (FONAREDD) de la RDC, créé l'année dernière pour résoudre le problème de la déforestation et la dégradation forestière dans le pays et promouvoir un développement durable. Le fonds de la RDC dispose d'un montant de 120 millions de dollars pour 15 programmes.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Le CAFI rassemble six pays partenaires d'Afrique Centrale - le Cameroun, le Gabon, la Guinée Equatoriale, la République Centrafricaine, la République du Congo, la République démocratique du Congo et le Gabon - avec une coalition de donateurs. Ceux-ci incluent la Norvège, comme contributeur principal, l'Union européenne, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Corée du Sud et le Royaume-Uni. Le Brésil fait aussi partie du CAFI en tant que partenaire Sud-Sud.

Surveillance épidémiologique renforcée face à la maladie à virus Zika

La République démocratique du Congo (RDC), tout comme de nombreux pays de l'Afrique, n'est pas à l'abri de la maladie à virus Zika.

A cet effet, la surveillance épidémiologique a été renforcée et demeure une des mesures clés dans les zones partageant la frontière commune avec les pays dans lesquels des cas ont été détectés, dans le cas présent, l'Angola, pour permettre la détection rapide des cas. Des bureaux du Programme national de l'hygiène aux frontières ont été sensibilisés dans ce sens. La protection est à la fois individuelle et collective à travers les mesures d'assainissement.

Le ministère de la Santé publique recommande aux personnes résidant ou devant se rendre dans un pays où circule le virus d'adopter un certain nombre de mesures visant à prévenir toute dissémination du virus : Destruction des larves ainsi que les gîtes potentiels de reproduction desdits moustiques autour et dans l'habitat, se protéger des piqûres de moustiques de type *Aedes Aegypti* en portant des vêtements longs, en utilisant des répulsifs cutanés (en respectant les précautions d'emploi, en particulier chez l'enfant et la femme enceinte), reporter tout voyage non essentiel pour les femmes enceintes, etc.

Lancement du Plan de réponse humanitaire 2017 – 2019 :

La communauté humanitaire et les autorités congolaises ont lancé le 11 février 2017 un appel de 748 millions de dollars américains pour assister en 2017 quelque 6,7 millions de personnes touchées par la crise humanitaire complexe et prolongée en République démocratique du Congo.

En fait, 2017 constitue la première année d'un Plan de réponse humanitaire triennal devant couvrir au cours de 36 prochains mois les besoins humanitaires de millions de personnes affectées par les conflits, les catastrophes naturelles et les épidémies.

Selon les évaluations, la RDC compte actuellement quelque 2,1 millions de personnes déplacées internes. A cela, il faut ajouter quelque 500 000 enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aigüe et des centaines de milliers de personnes menacées par les maladies et les épidémies.

L'évolution de la situation humanitaire au cours de 12 derniers mois inquiète la communauté humanitaire. La multiplication de théâtres de violence et de conflits fait craindre une augmentation de besoins humanitaires. Déjà en 2016, en moyenne 2 000 personnes étaient forcées chaque jour au déplacement suite à l'insécurité.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Pour le Ministre des Affaires Sociales, Solidarité et Actions Humanitaires de la RDC, Paluku Kisaka Yereyere, « Le Plan de Réponse Humanitaire pluriannuel 2017-2019 tombe à point nommé car il permet à la communauté humanitaire pays de déterminer les priorités pour les trois prochaines années ».

« Des millions de personnes souffrent d'une crise humanitaire, née de conflits armés et autres menaces, qui affecte profondément leur quotidien. Il est impératif que le monde n'oublie pas les besoins humanitaires urgents et massifs en RDC. Nous devons trouver les moyens de mobiliser 748 millions de dollars US pour répondre aux besoins vitaux croissants », a précisé pour sa part M. Rein Paulsen, Chef du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) en RDC.

OCHA condamne l'attaque contre un centre de santé près de Manono, dans le Tanganyika :

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a condamné avec la plus grande fermeté l'attaque la semaine dernière de l'Hôpital général de référence de Kiambi à 150 km de Manono, dans la province du Tanganyika. Des éléments d'une milice – à la suite des affrontements intercommunautaires – se sont introduits le 9 février dans ce centre hospitalier et ont assassiné un patient et son épouse. Un membre du staff médical a également subi des violences.

OCHA a tenu à rappeler le caractère neutre et impartial des structures de santé et du personnel médical qui doivent être protégés en toute circonstance. L'atteinte aux centres de santé pourrait priver des milliers de personnes de toute assistance médicale, pourtant vitale.

OCHA appelle les parties au conflit au respect inconditionnel de l'article 3 commun aux quatre conventions de Genève. Celui-ci prohibe, notamment, en tout temps et en tout lieu, les atteintes portées à la vie et à l'intégrité corporelle des personnes ne participant pas directement aux hostilités, y compris celles qui ont déposé les armes.

Le Haut-Katanga : une invasion de chenilles détruit plusieurs milliers d'hectares de champs :

La province du Haut-Katanga est menacée par l'insécurité alimentaire. Des milliers d'hectares de champ sont envahis et ravagés par des chenilles depuis la mi-décembre dans les zones frontalières à la Zambie. Les territoires de Kambove, Kasenga, Kipushi et Pweto sont les plus touchés, selon une mission conjointe de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et du ministère de l'Agriculture, pêche et élevage.

D'après le rapport, 80% de plus de 66 000 hectares du territoire de Kambove ont été dévastés. Dans le territoire de Pweto, plus de 2 000 hectares ont été détruits dans la zone de Kilwa. Ce qui présage une très mauvaise récolte pour la campagne agricole 2016 – 2017.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordinatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Le territoire de Pweto hébergeait au 31 décembre 2016 environ 83 000 personnes retournées et déplacées et la zone était classée en phase 3 de l'insécurité alimentaire sur une échelle de 5.

Etant donné que tous les experts s'accordent que cette chenille légionnaire d'automne, d'origine américaine, a la capacité d'affecter presque tous les types de récolte, et plus particulièrement le maïs et toutes les cultures céréalières, compte tenu de sa capacité destructrice des cultures, la perte de la production agricole, principale source de revenu et de nourriture des ménages, risque d'accentuer l'incidence de l'insécurité alimentaire dans la zone. Si aucune solution n'est apportée dans l'immédiat cette zone risque de basculer en phase d'urgence (phase 4).

Des échantillons ont été prélevés pour des recherches plus approfondies dans des laboratoires au Kenya et au Nigeria, afin, non seulement d'identifier l'espèce de la chenille mais aussi de trouver une piste de solution pour lutter contre ce nouveau fléau.

Situation militaire

(Par le Colonel Serge Haag, porte-parole militaire de la MONUSCO)

La situation sécuritaire **dans la ville-province de Kinshasa, et dans les autres provinces situées au Centre, ainsi qu'à l'Ouest de la République Démocratique du Congo**, a été jugée sous contrôle pendant la période sous examen.

Et ce, en dépit des tensions liées à l'activisme des éléments de la milice "Kamwina Nsapu" et des partisans de l'organisation "Bundu Dia Kongo", rapportées dans la région du Kasai, au Kongo Central et à Kinshasa.

Au Kasai Central, le 13 février 2017, des accrochages ont été rapportés entre des miliciens et les Forces de Défense et de Sécurité congolaises dans la localité de Tshimbulu, située à 10 kilomètres à l'Ouest de Dibaya.

Le bilan provisoire qui reste à confirmer, fait état de treize (13) miliciens tués.

La MONUSCO conformément à son mandat, suit étroitement la situation sécuritaire sur le terrain et a déployé dans la localité de Tshimbulu, une Equipe mobile d'évaluation, dans le but de prévenir dans la mesure du possible les violations des droits de l'Homme, de mener des enquêtes sur ce sujet, et de s'assurer de la protection des populations civiles.

A Kinshasa, le 13 février 2017, les rapports concordants ont fait état d'affrontements entre les agents de la Police Nationale Congolaise (PNC), et des partisans de l'organisation "Bundu Dia Kongo".

Le calme est cependant revenu dans la région affectée.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Dans les provinces de Haut et de Bas-Uélé, la pression exercée par les activités militaires menées par l'armée congolaise soutenue par la Force de la MONUSCO, contre les éléments résiduels de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), a réduit sensiblement leur activisme, et poussé certains d'entre eux à se rendre, malgré la résistance d'autres.

Dans la province de Haut-Uélé, Les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) ont maintenu la pression sur les rebelles de la LRA, poussant certains à se rendre, en dépit de la résistance d'autres, qui continuent de perpétrer des exactions liées aux pillages de denrées alimentaires, particulièrement dans la région de Doruma.

En effet, le 6 février 2017, un groupe d'éléments réfractaires de la LRA a pour des besoins d'approvisionnement logistique, pillé des récoltes dans la région de Gangala, située à 20 kilomètres à l'Ouest de Doruma, provoquant ainsi la panique au sein des populations locales. Ces assaillants se sont retirés dans la jungle avoisinante.

Par ailleurs, des vagues de redditions volontaires continuent d'être rapportées dans la région, outre celle du 24 janvier 2017, au cours de laquelle un (01) élément de la LRA en possession d'une arme AK-47 et en compagnie de sa famille, s'est rendu volontairement dans la localité de Diebio, située dans la chefferie de Malingindo.

La Section de Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réinsertion et Réintégration (DDRRR), assure le suivi de tous les cas.

De plus, le maintien de la présence et de la pression militaire des Forces de Défense et de Sécurité congolaises ainsi que de la Force onusienne dans cette province, déstabilise les positions de la LRA, et favorise l'évasion de plusieurs civils maintenus sous leur captivité.

A cet effet, deux (02) femmes détenues par des éléments de la LRA sont parvenues à s'échapper avec trois (03) enfants dans la localité de Naparka, située à 60 kilomètres à l'Ouest de Doruma, pendant la période sous examen.

Dix (10) autres individus, dont un (01) garçon de 17 ans, sont également sortis de la forêt dans la région de Lima Kungulu, située sur la route de la rivière Gurba, à 42 kilomètres à l'Ouest de Bangadi, pendant la même période.

Dans la province de Bas-Uélé, l'armée congolaise poursuit avec le soutien de la Force de la MONUSCO, ses activités militaires dans le but de vaincre la résistance de certains éléments résiduels de la LRA, qui continuent de perpétrer des exactions contre les populations civiles.

Le 13 février 2017, des éléments de la LRA ont tendu sans succès une embuscade à deux (02) motocyclistes en déplacement sur l'axe Doruma-Banda, dans la région située à 35 kilomètres au Nord-est de Banda.

S'étant échappés, les deux civils ont alerté les troupes des FARDC, qui ont initié la traque de ces assaillants.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

En Ituri, la situation sécuritaire reste dominée par la lutte menée par l'armée congolaise soutenue par la Force de la MONUSCO, contre des éléments du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) et ceux du groupe Mayi-Mayi, mais également des bandits armés, actifs dans les localités situées au Sud du territoire d'Irumu et de Djugu.

Dans le territoire d'Irumu, les Forces coalisées FARDC-MONUSCO poursuivent les activités militaires contre l'activisme des éléments du FRPI et du groupe Mayi-Mayi.

Le 6 février 2017, des troupes de la Force de la MONUSCO basées dans la localité d'Aveba, ont été rapidement projetées dans la localité de Tchekele, située à 8 kilomètres au Nord-ouest d'Aveba, mis un terme aux pillages et fait avorter le viol de deux (02) femmes perpétrés par des éléments supposés appartenir au FRPI.

Le même jour, des militaires congolais ont engagé des éléments du groupe Mayi-Mayi "Yira" dans la localité d'Abulembi, située sur l'axe Komanda-Beni, à 18 et 42 kilomètres d'Otomabere et au Sud de Komanda, tué quatre (04) insurgés, capturé l'un (01) d'entre eux et blessé un (01) autre.

Le 7 février 2017, des troupes d'intervention rapide des FARDC sont intervenues et ont repoussé des présumés éléments du FRPI ayant fait incursion dans la localité d'Aveba Mudogo, située à 7 kilomètres au Sud d'Aveba.

Le 9 février 2017, des éléments supposés appartenir au FRPI ont au cours d'une troisième tentative, attaqué le centre d'enrôlement de Badjanga, situé à 5 et 47 kilomètres au Sud-ouest et au Sud d'Aveba et de Bogoro, dans le but de voler du matériel.

Des Forces de Sécurité congolaises et des Casques bleu de la Force de la MONUSCO basés à Aveba, ont rapidement été projetés sur les lieux et repoussé les assaillants.

Le même jour, des troupes d'intervention rapide de la Force de la MONUSCO, ont été promptement déployées en appui aux FARDC, au cours d'accrochages contre les éléments du FRPI dans la localité de Mbasu, située à 5 kilomètres au Nord-ouest de Gety, et repoussé les insurgés.

Le 10 janvier 2017, des troupes des FARDC ont engagé des éléments du FRPI dans la localité de Seneka, située à 7 kilomètres à l'Est de Gety.

Le bilan provisoire fait état de trois (03) miliciens tués, y compris le chef rebelle dénommé "Colonel David".

Dans le territoire de Djugu, l'armée congolaise demeure en alerte maximale, afin de contrer tous les actes de banditisme rapportés dans cette partie du territoire.

Le 8 février 2017, un groupe de bandits armés a attaqué un poste de commerce d'or dans la localité d'Abelkoko, située à 15 et 85 kilomètres au Sud-est et Nord-ouest de Mongwalu et de Bunia, volé de l'argent et de l'or.

Les troupes des FARDC sont intervenues rapidement, et ont engagé les assaillants. L'un d'entre eux a été blessé au cours d'accrochages et succombé des suites de ses blessures.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Au Nord-Kivu, la situation sécuritaire a été rapportée tendue et volatile dans plusieurs localités des territoires de cette province, du fait de l'activisme de différents groupes armés.

Dans le territoire de Beni, les éléments de l'Alliance des Forces Démocratiques (ADF) continuent de perpétrer des exactions, notamment contre les Forces de Défense congolaises.

Le 12 février 2017, des éléments supposés appartenir à l'ADF ont tendu une embuscade à une patrouille de l'armée congolaise déployée dans la localité de Mapobhu, située à 6 kilomètres à l'Est de Kisiki.

Toutefois, les Forces coalisées FARDC-MONUSCO maintiennent sous leur contrôle l'environnement sécuritaire dans ce territoire, et poursuivent leurs activités militaires contre l'ADF, dans le but de le neutraliser.

Dans le territoire de Masisi, l'armée congolaise poursuit avec le soutien de la Force de la MONUSCO, les opérations contre les éléments de la coalition FDLR (Forces Démocratiques de Libération du Rwanda)-Nyatura, basés dans la région de Kizimba.

En effet, les FARDC ont mené pendant la période sous examen, plusieurs opérations contre la coalition FDLR-Mayi-Mayi Nyatura, dans le but de détruire leurs positions de Kizimba, situées dans la région de Kitshanga, et ce, suite aux pillages menés par ces insurgés dans la localité de Nyamigabe.

Le 9 février 2017, des éléments de l'Alliance des Patriotes pour un Congo Libre et Souverain (APCLS) ont fait incursion dans la localité de Lwibo, située à 13 kilomètres au Nord de Nyabiondo.

Sitôt alertées, des troupes des FARDC ont engagé et repoussé les assaillants vers la brousse. Un (01) élément de l'APCLS a été tué au cours d'accrochages.

Dans le territoire de Walikale, les FARDC poursuivent avec le soutien de la Force de la MONUSCO, les opérations de bouclage et de ratissage, dans le but de combattre les groupes armés locaux et le banditisme, mais également, de dominer le terrain.

Pendant la période sous examen, l'armée congolaise a mené des opérations de bouclage et de ratissage dans la zone minière de Mpafu, et arrêté cinq (05) éléments impliqués dans des activités négatives, en collaboration avec des groupes armés et bandits locaux.

Le 9 février 2017, une mission opérationnelle conjointe FARDC-MONUSCO, menée dans la localité de Musenge, située à 40 kilomètres au Sud-est de Walikale-centre, dans le but de dominer le terrain et de maintenir la paix et la sécurité, est arrivée à son terme avec succès.

Des patrouilles conjointes d'évaluation de la situation sécuritaire, ont également été menées dans les localités avoisinantes au cours de cette mission.

La Force de la MONUSCO a aussi dans le cadre des activités civilo-militaires, mené une campagne médicale au profit de populations civiles de cette contrée, au cours de laquelle de nombreuses personnes souffrant de

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

pathologies diverses, ont bénéficié à titre gracieux des médicaments ainsi que des soins prodigués par la Force onusienne.

Dans le territoire de Butembo, l'armée congolaise soutenue par la Force de la MONUSCO poursuit ses activités militaires contre les différentes factions du groupe Mayi-Mayi, dans le but de neutraliser leurs membres et de restaurer l'autorité de l'Etat.

Le 7 février 2017, des troupes des FARDC déployées dans la localité de Butembo, située à 46 kilomètres au Sud-ouest de Beni, ont arrêté trois (03) éléments supposés appartenir au groupe Mayi-Mayi, y compris le chef rebelle de la faction "Corps du Christ". Ils ont été transférés à Beni pour leur prise en compte.

Le même jour, les militaires des FARDC ont engagé des éléments du groupe Mayi-Mayi faction "Mazembe" dans la localité de Busanza, située à 20 kilomètres au Sud-ouest de Butembo, dans le but de les déloger de cette région.

Au chapitre des redditions dans la province, du 8 février 2017 à ce jour, trois (03) éléments en provenance des groupes armés, se sont rendus aux troupes des Forces congolaise et onusienne déployées dans la province.

Il s'agit de : **un (01) des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) et deux (02) du groupe Mayi-Mayi faction "Charles"**.

Au Sud-Kivu, la situation sécuritaire a été jugée stable et sous le contrôle effectif des Forces congolaise et onusienne, et ce, en dépit de l'activisme de quelques groupes armés locaux.

Le 6 février 2017, des troupes des FARDC ont engagé des éléments appartenant à la coalition Mayi-Mayi-FNL (Front National de Libération), dans le but de mettre un terme à leur activisme rapporté dans la région située au Sud de la localité de Sange, à 36 kilomètres au Nord d'Uvira.

Le 12 février 2017, des militaires des FARDC ont engagé des éléments appartenant à la coalition Mayi-Mayi Kirikicho-Nyatatura-Internet dans les localités de Tushunguti et Ziralo (40 kilomètres au Sud-ouest de Minova), et tué deux (02) insurgés.

Au Tanganyika, la situation sécuritaire continue de se détériorer, du fait de la récurrence des violences liée aux conflits entre les communautés Luba et Twa.

Toutefois, les Forces de Défense et de Sécurité congolaises continuent avec le soutien de la Force de la MONUSCO, de maintenir sous leur contrôle l'environnement sécuritaire dans cette partie du pays, par le renforcement d'unités additionnelles, et des actions militaires menées contre l'activisme des éléments appartenant aux milices de ces deux ethnies.

Enfin, la Force de la MONUSCO a mené de nombreuses patrouilles armées, de jour comme de nuit, et fourni plusieurs escortes pendant la période sous examen.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04